

Et le débat cessa, faute de débattants...

Lancé à grands fracas par le gouvernement, le « débat sur l'identité nationale » n'aura fait qu'exacerber les passions xénophobes avant de tourner à la farce. Une déconfiture due à la lucidité et la mobilisation des acteurs de l'opinion publique, au rang desquels la LDH a tenu toute sa place.

Pierre TARTAKOWSKY, vice-président de la LDH

Donc... Et finalement, on apposera une déclaration des droits de l'Homme et du citoyen sur les murs de nos classes et l'on veillera à ce qu'une fois au moins dans l'année les élèves entonnent *La Marseillaise*⁽¹⁾. On évoque aussi la mise en place d'un « carnet de jeune citoyen » à partir de la rentrée 2010, et un renforcement de l'éducation civique à l'école pour 2011. Voilà...

Voilà les mesures les plus tangibles qui ressortent du « grand débat sur l'identité nationale », orchestré par Eric Besson à la demande du président de la République. Il aura fallu quatre mois pour que le gouvernement mette fin à l'une des initiatives les plus odieuses dont il ait eu la paternité. Plusieurs mois durant, on aura ainsi mobilisé le corps préfectoral, organisé pas moins de trois cent cinquante débats pour décider, gravement, de faire chanter *La Marseillaise*... On serait tenté de sourire – voire d'applaudir des deux mains –, si cet épilogue relativement anodin n'avait été précédé d'une opération aussi folle que dangereuse. Lorsqu'il décrète que l'identité nationale fait problème, et qu'il est urgent d'en clarifier les termes, Nicolas Sarkozy vise à remettre en selle une recette électorale qui lui a parfaitement réussi durant la

présidentielle : un tiers de sécuritaire, un tiers d'identitaire, un tiers de monnaie de singe. A ce moment-là, le discours tenu aux candidats de l'UMP aux régionales est de défendre mordicus le bilan gouvernemental et de se présenter en *Sarko's boys*. L'appel à l'identité va, suppose-t-il, rassembler les forces de droite, au-delà de l'UMP, et faire mouche parmi un public populaire supposé en recherche de boucs émissaires aux maux de la crise sociale. Le fait de confier la tâche à Eric Besson vaut double message : l'homme n'existe guère que par la grâce présidentielle, et au cœur qu'il met à aller au bout des missions, dont même un ministre de l'Intérieur ne souhaite pas s'occuper.

Car, comme le rappelle Gérard Noiriel⁽²⁾, ce « débat » s'inscrit dans une histoire bien précise : « Depuis l'affaire Dreyfus, l'identité nationale n'a cessé d'être utilisée par le politique : on l'appelait "l'âme nationale", "le caractère national", "la personnalité nationale"... L'histoire montre qu'à chaque fois, la mainmise des politiques se fait dans un contexte d'exclusion de l'étranger. Après la Seconde Guerre mondiale, plus personne n'sait réactiver ce thème identitaire, en souvenir de la révolution nationale de Vichy, jusqu'à ce que le FN prouve qu'il

avait une portée électorale. Dès lors, la droite n'a cessé de vouloir le récupérer : souvenez-vous de Jacques Chirac et de sa refonte du Code de la nationalité. En 1986, on suspectait les jeunes d'origine étrangère de ne pas être loyaux envers la France : bien plus violent qu'aujourd'hui. C'est une leçon intéressante du débat actuel : la société française a évolué. »

Les Français préoccupés par d'autres enjeux

De fait, les choses vont se dérouler autrement que prévu. D'abord, l'opinion publique n'est pas au rendez-vous préfectoral. Certes, les militants du Front national profitent de l'aubaine pour dérouler leurs discours xénophobes sous les plafonds dorés des préfectures et au nez des bustes de Marianne ; mais le débat se tient, de fait, à huis clos. Nombre d'associations, dont la LDH, d'intellectuels, ont dénoncé l'opération et son caractère autoritaire, manipulateur. Ils ont appelé à ne pas tomber dans ce qu'ils qualifient de piège ; malgré quelques tentations exprimées ici et là de « chevaucher le tigre », autrement dit jouer le jeu du débat pour apporter « de bonnes réponses à de mauvaises questions », cette vision l'emporte. Les sondages indiquent que les préoccupations des Français sont ailleurs ; ils soutiennent le mouvement de grève des travailleurs sans papiers, s'inquiètent des conséquences de la crise financière et de l'échec de Copenhague, se montrent peu convaincus par les choix économiques et sociaux de l'équipe gouvernementale. Au fur et à mesure que l'opération va se développer, et

AU SOMMAIRE

► Et le débat cessa, faute de débattants...

Pierre Tartakowsky 10

► « Plutôt "gréver" que céder ! »

Dominique Guibert 14

► La LDH à la rencontre des citoyens nantais

Section de Nantes 18

► La mise à mal du droit d'asile

Michel Zumkir 21



Lorsqu'il décrète que l'identité nationale fait problème, et qu'il est urgent d'en clarifier les termes, Nicolas Sarkozy vise à remettre en selle une recette électorale qui lui a parfaitement réussi durant la présidentielle: un tiers de sécuritaire, un tiers d'identitaire, un tiers de monnaie de singe. Il en rêve, Éric Besson va le faire.



© EFE

perspective d'un scénario toujours possible d'arroseur arrosé. Dans ce même registre, les «révélations», par voie de presse, des difficultés faites à des citoyens sommés de prouver leur identité française en excipant de documents familiaux remontant à trois générations précipite un effet de rejet généralisé. L'exigence d'identité apparaît brutalement comme une épée de Damoclès suspendue au-dessus la tête de tout un chacun.

Quand l'arroseur est finalement arrosé...

Dans ce contexte de montée des inquiétudes, une partie de la droite – moins aveuglément sarkozienne que le cercle des obligés du Président – se montre dubitative sur l'opération. En partie pour des raisons de principe, en partie parce qu'elle craint que, contrairement aux effets d'annonce gouvernementaux, celle-ci ne renforce les thématiques et la présence électorale du Front national. Deux anciens Premiers ministres font ainsi part, qui de ses doutes, qui de ses désaccords. Malgré cet état de choses Nicolas Sarkozy s'accroche, veut forcer la main à l'opinion publique et tente d'enrôler sous sa douteuse bannière les mânes de la résistance. Dans son discours de la Chapelle-en-Vercors, il souffle le chaud – le débat ne vise pas la capacité d'accueil de la France vis-à-vis de l'islam – et le froid – l'identité nationale doit être, toujours et encore, défendue. Le message tombe à plat: les Français attendent le président de la République sur un tout autre terrain, ainsi qu'en témoignera l'émission télévisée consacrée aux Français face à la crise: pas un seul des invités n'évoque les priorités affichées par Nicolas Sarkozy. A l'étranger, le débat apparaît au mieux comme ridicule – la marque d'un pays ne sachant pas comment gérer de bonne manière les problèmes qui naissent normalement d'une

malgré les interventions réitérées de Nicolas Sarkozy, les Français estiment massivement que le déclenchement de cette opération vise des objectifs électoraux, rien de plus.

Ensuite, deux événements vont venir «polluer» ou éclairer, selon le point de vue qu'on adopte, l'initiative gouvernementale. Il s'agit d'abord du référendum suisse sur les minarets, et du débat français – non moins surréaliste à sa façon – sur la burqa. On nous accordera qu'il y a très peu de points communs entre un minaret et un voile intégral. En revanche, les deux suscitent des réactions dont le moins qu'on puisse dire est que un, elles sont formidablement disproportionnées vis-à-vis de la réalité du problème qu'elles entendent traiter; que deux, elles se développent

sur une base franchement xénophobe. Avec un temps d'avance, le référendum suisse annonce les résultats possibles du débat sur l'identité nationale, mâtiné de burqa. Bref, annoncé sur l'identité nationale, le débat est immédiatement recentré sur la compatibilité de l'islam avec la France, sur les risques liés à l'immigration. Comment s'en étonner: ces questions ne font-elles pas partie du panel obligé soumis au corps préfectoral avec une consigne claire: ces questions devront être posées. De surcroît, et bien qu'il s'en défende, le gouvernement se voit trahi à répétition par une sorte de retour du refoulé; les déclarations successives d'André Valentin, Nadine Morano et Jean-Louis Gaudin réduisent à néant les protestations lénifiantes d'un Premier ministre, inquiet à la

(1) L'enseignement de *La Marseillaise* et de son histoire est obligatoire depuis 2005, dans les écoles maternelles et primaires, conformément à la loi Fillon sur l'avenir de l'école.

(2) Historien, spécialiste de l'immigration, il a notamment écrit *A quoi sert l'identité nationale* (éd. Agone) en 2007. Citation in *Liberation* du 09/02/10.

ACTUALITÉ

Identité nationale

intégration réussie et d'une histoire tumultueuse; au pire, comme le témoignage d'une éternelle crispation historique, la volonté de camper sur des lignes de fractures coloniales.

L'initiative a également des effets boomerang. La légitimité d'un ministère de l'Identité nationale est (re)mise en cause avec une force inédite; des personnalités tracent un parallèle avec d'autres démarches politiques: «*De l'autre côté de l'Atlantique, les minorités ethniques ont trouvé, il y a bon nombre d'années, une terminolo-*

gie pour se nommer. La question tranchée, elles sont passées à l'action. En France, nous cherchons toujours le bon mot. Si l'Amérique n'est pas la panacée, si la France doit trouver ses propres schémas, elle a l'obligation de sortir du spectre de "l'identité nationale" et de miser sur l'avenir. Il faut parler de la "question raciale" sans la diluer dans la "question sociale", sans chercher à faire primer l'une sur l'autre, sans vouloir les hiérarchiser au sein de la République.»⁽³⁾ L'effet d'arroseur arrosé est bien là. La pétition

(3) Texte signé par Pascal Blanchard, Marc Cheb Sun, Rokhaya Diallo, François Durpaire, Lilian Thuram.

«Vous êtes français, prouvez-le», lancée à l'initiative de la LDH et de Daniel Karlin, recueille un nombre impressionnant de signatures en un minimum de temps.

L'initiative a échoué: une bonne nouvelle?

Il va échoir à François Fillon d'organiser une retraite en bon ordre. Tandis qu'Eric Besson continue de défendre son bilan (63 % des Français estiment que le débat n'a pas eu de conséquences positives), le «grand colloque»

Le débat national en dates (chronologie)

2 novembre 2009. Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, lance l'idée d'un «*grand débat sur l'identité nationale*», à l'initiative du président de la République. Le thème – qui est également l'intitulé d'un ministère – a été présent dans sa campagne électorale, et c'est l'un de ceux qui a permis de «deshabiller» le Front national d'une partie de son électorat. A quatre reprises, Nicolas Sarkozy va justifier l'intérêt de cette initiative.

25 octobre. Le coup d'envoi est officiellement annoncé sous l'intitulé «*grand débat sur les valeurs de l'identité nationale*», sous forme de réunions dans les préfectures et sous-préfectures, «*le corps préfectoral et les parlementaires*» étant chargés de son animation. Il doit intégrer les «*forces vives de la nation*». La fin est prévue à un mois des élections régionales.

27 octobre. Alain Juppé fait état de doutes sur l'initiative.

2 novembre. Le site gouvernemental «*débatidentiténationale.fr*» publie une tribune ministérielle et une «*grille de réflexion*»; corrélativement, le gouvernement soumet une liste de questions à poser dans les débats.

29 novembre. La Suisse vote, à 57 %, contre la future construction de minarets dans le pays. Le résultat électoral met en perspective les dimensions xénophobes de l'initiative gouvernementale française.

30 novembre. André Valentin, maire UMP de Gussainville (Meuse), illustre ces

dérives en déclarant: «*Il est temps qu'on réagisse, parce qu'on va se faire bouffer*»...

«*Y'en a déjà dix millions*», «*Dix millions que l'on paye à rien foutre!*» Tollé. Les débats préfectoraux «libèrent» la parole... d'extrême droite.

3 décembre. Jean-Pierre Raffarin plaide pour «*plus de rigueur intellectuelle dans la menée du débat*», et précise que «*la question de l'identité, ça ne peut pas être une réflexion de comptoir*».

4 décembre. Vingt chercheurs signent un appel à supprimer le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, qui «*introduit dans notre pays un risque d'enfermement identitaire et d'exclusion*». François Fillon amorce une manœuvre de modération en se défendant de vouloir attaquer l'islam.

12 décembre. A La Chapelle-en-Vercors (Drôme), Nicolas Sarkozy estime que le résultat du référendum suisse a suscité des «*réactions excessives, parfois caricaturales*», et oppose une société métissée au danger du «*communautarisme*».

14 décembre. Nadine Morano, secrétaire d'État à la famille, stigmatise en public l'image d'un «*jeune musulman*» fantasmé: «*On ne fait pas le procès d'un jeune musulman. [...] Ce que je veux, c'est qu'il se sente français lorsqu'il est français. Ce que je veux, c'est qu'il aime la France quand il vit dans ce pays, c'est qu'il trouve un travail, et qu'il ne parle pas le verlan. C'est qu'il ne mette pas sa casquette à l'envers.*»

21 décembre. Dans un appel publié dans

Libération, de nombreuses associations, dont SOS Racisme et la LDH, appellent le président de la République à mettre fin à une initiative catastrophique: «*La preuve n'est plus à faire que le débat sur l'identité nationale [...] est un facteur de haine et de désunion, là où notre pays devrait s'atteler à cultiver le vivre ensemble.*» Le texte est signé par cent quarante personnalités.

22 décembre. La question de la burqa, également soulevée par Nicolas Sarkozy, se mêle au débat; tandis qu'une mission parlementaire travaille depuis des mois, Jean-François Copé, président du groupe UMP à l'Assemblée, annonce qu'il va déposer une proposition de loi interdisant d'avoir le visage totalement couvert dans l'espace public.

5 janvier 2010. Eric Besson, très isolé, démontre, graphiques en main, que le débat est un «*immense succès populaire*», et minimise les «*dérapages*» auxquels il a donné lieu.

15 janvier. Jean-Claude Gaudin, maire UMP de Marseille, commente à sa manière les résultats de la rencontre de football Algérie-France: «*Nous nous réjouissons que les musulmans soient heureux du match. Sauf que quand, après, ils déferlent à 15 000 ou à 20 000 sur la Canebière, il n'y a que le drapeau algérien et il n'y a pas le drapeau français, cela ne nous plaît pas.*»

8 février. François Fillon siffle la fin de partie en annonçant une série de mesures relativement anodines, dont la mise en œuvre est renvoyée à un «*comité des sages*».



© DR

auquel devait participer le président de la République se mue en un vague séminaire, autant dire une commission, dont les suites sont confiées à un hypothétique conseil de sages, dont les identités (sic) restent à définir... Les mesures annoncées, quant à elles, font se tordre de rire la classe politique. La page est tournée. Pour le moment...

Qu'en conclure ? D'abord que, une fois de plus, le gouvernement, malgré un affichage morgueux, n'a pu faire ce qu'il voulait. Les réalités mélangées, métissées, vécues par des Français dont l'identité est souvent plurielle, y ont fait obstacle. La population a refusé de se sentir en guerre contre une partie d'elle-même

La population française a refusé de se sentir en guerre contre une partie d'elle-même et ne s'est pas enfermée dans les fantasmes identitaires qu'on lui proposait comme modèles.

et ne s'est pas enfermée dans les fantasmes identitaires qu'on lui proposait comme modèles. Si le gouvernement a pu imposer les formes de son débat, il n'a pu contraindre les Français à en nourrir les contenus. Ce qui vient confirmer si besoin en était que l'Etat ne peut et de doit pas orchestrer le sentiment national, au-delà de sa seule et stricte dimension légale, qui est le droit de la nationalité.

Bonne nouvelle ? Sans aucun doute. Elle doit pourtant être nuancée et appréciée en tenant compte de deux dimensions. La première tient au contexte, marqué par un discrédit profond des institutions, un doute généralisé vis-à-vis de la parole

officielle. Autrement dit, le refus de suivi d'une partie de l'opinion publique tient peut-être moins au contenu du message qu'à la qualité de celui qui l'émet. Auquel cas, l'appréciation négative portée sur l'initiative gouvernementale traduit un dépit devant une absence de mesures efficaces, et exprime une frustration réactionnaire. La seconde, c'est qu'en tout état de cause, l'initiative gouvernementale laissera des traces. La parole désinhibée des responsables de l'UMP s'est inscrite dans une volonté de faire tomber les tabous, de renouer avec un parler franc xénophobe et raciste, enracinée dans des remugles postcoloniaux et une formidable crainte de l'avenir et des mutations en cours dans la mondialisation. Autant d'enjeux dans le débat pour les forces et acteurs qui entendent faire en sorte que les droits de l'Homme en demeurent la mesure universelle. Universelle, c'est-à-dire France comprise. ●

Dans son discours de la Chapelle-en-Vercors, Nicolas Sarkozy souffle le chaud – le débat ne vise pas la capacité d'accueil de la France vis-à-vis de l'islam – et le froid – l'identité nationale doit être, toujours et encore, défendue. Le message tombe à plat : les Français attendent le président de la République sur un tout autre terrain.

